1

( Nº 112. )

# Chambre des Représentants.

## Séance du 11 Février 1843.

RAPPORT présenté par M. Mast de Vries, au nom de la commission permanente des Finances (1), sur le projet de loi (2) tendant à ouvrir au Budget du Département de la Guerre, pour l'exercice 1842, les orédits nécessaires pour l'apurement de créances arriérées.

## Messieurs,

Le Département de la Guerre vous a demandé, le 26 avril dernier, un crédit de fr. 408,778 97 cs, pour liquider des créances des années 1830 à 1838.

A la suite d'un rapport présenté par votre commission le 27 avril, vous avez accordé pour cet objet une somme de fr. 48,009 97 cs.

Les propositions que vous allez discuter concernent des créances qui n'ont pu être comprises dans ce rapport.

#### 1830.

#### MATÉRIEL DU GÉNIE.

Lors des événements de 1830, le sieur Dronkers, entrepreneur des fortifications à exécuter à la place d'Ypres, abandonna les travaux et se retira en Hollande. Aux termes de son contrat, il n'avait pu toucher que deux payements. Sa caution, le sieur Vandriel, reprit en 1831 une partie des travaux, et reçut de ce chef un troisième payement; ensuite il les abandonna.

<sup>(1)</sup> La commission est composée de MM. Du Bus, ainé, président, Duvivier, D'Huart, Demonceau, De Folre, Brabant, Osi, Fallon et Mast de Vries, rapporteur.

<sup>(2)</sup> Projet de loi nº 283, session de 1841 - 1842

En 1839, une demande fut adressée au Département de la Guerre, par le sieur Dronkers, afin d'obtenir ce qui lui restait encore dû. Le Département de la Guerre nomma une commission composée d'officiers du génie, pour expertiser tous les travaux qui avaient été exécutés par l'entrepreneur.

Il résulte du rapport de cette commission que, défalcation faite des différentes sommes perçues précédemment, il revient encore au sieur Dronkers celle de fr. 56,444 15 c<sup>4</sup>.

D'après des informations prises, l'exécution des travaux abandonnés par l'entrepreneur Dronkers, n'ont occasionné à l'État aucune dépense supérieure à celle stipulée dans le contrat; sa prétention peut en conséquence être liquidée.

Tys-Swets, à Hardingsveld, Pays-Bas. — Travaux de construction d'une écluse à Audenaerde . . . . . . . . fr.

89,381 57

Lors des événements de 1830, le sieur Tys-Swets abandonna les travaux qu'il était en train d'exécuter à Audenaerde; il différa jusqu'en 1836 de réclamer ce qui lui était dû. Le département de la Guerre prétendit qu'il avait encouru la prescription aux termes de la loi du 8 novembre 1815, n° 36.

Le tribunal de 1<sup>re</sup> instance de Bruxelles, par jugement du 24 février 1837, donna gain de cause au Département de la Guerre.

Le sieur Tys-Swets interjeta appel, et la cour, avant de se prononcer sur une omission essentielle commise par l'huissier qui avait signifié l'acte d'appel, ordonna aux parties de comparaitre devant deux de MM. les conseillers, afin de terminer l'affaire à l'amiable.

Le Département de la Guerre ne crut pas pouvoir renoncer au moyen de prescription qu'il avait déjà invoqué, mais appréciant tout ce que cette loi avait de rigoureux vis-à-vis du sieur Tys-Swets, qui, comme hollandais, se trouvait en 1830 dans une position exceptionnelle, déclara que si le sieur Tys-Swets renonçait à son appel et à son action, il ferait expertiser les travaux exécutés et demanderait aux Chambres un crédit pour les solder.

Le désistement d'appel fut décrété, et une commission nommée par le Gouvernement reconnut qu'il revient au sieur Tys-Swets la somme pétitionnée de fr. 89,381 57 c<sup>3</sup>, qui paraît pouvoir être accordée.

Brokhaus, à Gand. — Perte de meubles et ustensiles laissés à la citadelle de Gand, en 1830 . . . . . . . . . fr.

8,598 32

Le sieur Brokhaus était entrepreneur des travaux à exécuter à la citadelle de Gand, en 1830. Le blocus de ce fort par les volontaires belges paraît l'avoir contraint à abandonner ses ustensiles, matériaux, meubles, etc., dont il faisait usage pour l'exécution de ses travaux.

Un état détaillé, dressé par un officier de génie hollandais, le 18 octobre 1830, estime ces différents objets à la somme de fl. P.-B. 4,062 71 c<sup>s</sup>, soit en fr. 8,598 32 c<sup>s</sup>.

Il résulte des documents fournis à l'appui de cette prétention, que l'entrée de la citadelle fut interdite au sieur Brokhaus après sa reddition, et qu'aucun des objets réclamés n'a pu être retrouvé, bien que l'un d'eux fût assez considérable : 64 mètres cubes de chaux vive.

Dans cet état de choses, il est à croire que le sieur Brokhaus a essuyé quelques pertes, mais la somme réclamée paraît trop exagérée pour que la commission puisse vous en proposer la liquidation; en conséquence, elle en demande l'ajournement.

Senave, à Nieuport. — Frais de bureau du commandant du génie à Nieuport, pour le 3° trimestre de 1830 . . . . fr.

Cette créance est justifiée par les pièces originales, qui certifient que les fournitures ont été réellement faites et non soldées.

#### 1830.

#### MATÉRIEL D'ARTILLERIE.

110 »

31 25

Cette prétention, ajournée précédemment comme n'étant point appuyée de pièces suffisantes, se trouve encore dans le même état.

La commission en propose le rejet.

532 21

Cette prétention se trouvait comprise dans un projet de loi présenté en 1837; elle dut être ajournée comme non justifiée. Depuis, le sieur De Braey a fourni les bons originaux et les certificats de réception qui prouvent qu'il a exécuté le 12 octobre 1830, les diverses fournitures qui font l'objet de sa réclamation.

### 1830.

#### CRÉANCES DIVERSES.

207 20

Les bons originaux du major Tilly, commandant des volontaires, prouvent les droits de cette commune à l'indemnité qu'elle réclame.

Cette prétention est suffisamment justifiée.

Cette créance a déjà été ajournée à diverses reprises, notamment encore par suite du rapport du 22 mai 1839.

Les dégâts commis aux propriétés communales dont il s'agit devaient être supportés par les administrations des corps qui les occupaient. La commune a fait beaucoup de démarches pour être indemnisée de ce chef, mais toutes sont restées sans résultat; dans cet état de choses, comme les dégâts sont réels et qu'il ne s'agit que d'une régularisation, la commission des Finances vous propose l'admission de cette prétention, jusqu'à concurrence d'une somme de 1,000 francs, la commune ayant déclaré, d'après les observations du rapport du 22 mai 1839, consentir à cetteré duction.

#### 1832.

#### MATÉRIEL DU GÉNIE.

Cette prétention, ajournée précédemment, est reproduite dans le même état, sauf que les signatures des experts sont actuellement légalisées par M. le commissaire de l'arrondissement de Louvain. Les expertises ordonnées par les autorités locales les 23 et 29 novembre 1832, pour dégâts commis en septembre et en octobre, en grande partie sur des produits de la campagne qui ne s'y trouvaient plus à cette époque, ont primitivement paru exagérées au Département de la Guerre; la commission des Finances maintient cette opinion, et ne pourra vous proposer de les admettre que lorsqu'elles auront été modifiées par les ayants cause.

Lorsque le Gouvernement présenta, le 16 avril 1836, une demande de crédit pour le payement de créances arriérées du Département de la Guerre, les prétentions dont il s'agit s'y trouvaient comprises, mais seulement jusqu'à concurrence de 50 p. % des sommes réclamées. La commission des Finances, reconnaissant que l'instruction n'était point complète, vous en proposa l'ajournement.

Aucune des pièces fournies n'est rigoureusement régulière : ce sont des expertises faites par les soins des autorités locales plusieurs mois après que les dégâts avaient été commis, ou des déclarations faites par les intéressés des dommages qu'ils ont

soufferts par le séjour des troupes ou par les travaux d'attaque. Mais il faut tenir compte des circonstances extraordinaires dans lesquelles les habitants des villages environnant la citadelle se sont trouvés pendant le siége; les dégâts et les détériorations dans une pareille position sont en quelque sorte de notoriété publique; toutes les prétentions de ce chef sont connues depuis longtemps au Département de la Guerre, et pour être à même de les liquider, la commission des finances a l'honneur de vous proposer d'inviter le Gouvernement à demander un crédit pour tout ce qui concerne les dégâts commis lors du siège de la citadelle. Le montant de l'allocation serait distribué au marc le franc aux communes intéressées, qui en feraient elles-mêmes et dans le même sens la répartition à leurs habitants; en attendant ces créances doivent être ajournées.

#### 1832.

1002.		
CRÉANCES DIVERSES.		
Reuter, à Luxembourg. — Renouvellement d'un mandat pé- rimé	126	98
Dans le mois de novembre 1832, un mandat de 60 florins fut délivré au sieur Reuter, pour indemnité comme ex-volontaire; le sieur Reuter négligea d'en toucher le montant en temps utile et demanda, en 1836, un nouveau mandat; sa réclamation ne put alors être accueillie, parce que le mandat périmé n'était point représenté. Cette pièce étant actuellement produite, la prétention est suffisamment justifiée.		
Fournitures de vivres et fourrages aux troupes belges par l'ad- ministration de l'armée française fc.	10,107	09
Cet article n'est qu'une demande de régularisation.  Lorsque l'administration de l'armée française régla ses comptes avec les communes belges qui avaient fourni des vivres et fourrages à l'armée française, pendant le siège de la citadelle, elle retint une somme fr. 10,107 09 cs pour fournitures de même genre à quelques troupes de l'armée belge. Afin de rendre possible le décompte avec les communes, le Gouvernement belge autorisa l'administration du 1er régiment de ligne à faire les avances nécessaires pour couvrir le déficit. Cette dépense dont on demande la régularisation est complétement justifiée.	,	
Fournitures de bois, planches, etc., aux troupes françaises, par 27 communes de la Flandre orientale fr.	7,527	65
Communes de Sempst et d'Eppeyhem. — Fournitures de corps- de-yarde à l'armée française fr.	76	59
Les prétentions des deux § qui précèdent sont appuyées de	3	

pièces, réquisitoires, etc., des autorités françaises: elles constatent que les fournitures ont été faites.

Elles sont suffisamment justifiées.

Communes de Berchem et Deurne-Borgerhout. — Fournitures de feu, lumière, papier, meubles, etc., pour le service des ducs d'Orléans et de Nomours et de M. le maréchal comte Gérard	<b>3.96</b> 6	05
Le dossier relatif à ce § ne renferme pour la commune de Berchem, des pièces justificatives que pour la somme de fr. 5,016-19 cs.  Les fr. 949-86 cs restants concernent la commune de Deurne-Borgerhout.  Ces créances peuvent être accueillies.		
Commune de Berchem Fournitures de guides à l'armée fran- çaise	646	18
Cette créance n'est appuyée que de quelques réquisitoires qui ne justifient qu'une légère partie de la somme réclamée. La commission des finances en propose l'ajournement.		
Commune de Berchem. — Indemnités pour dégâts causés à l'oc- casion du siége de la citadelle d'Anvers fr.	34,165	91
A ajourner, d'après les observations faites pour les créances de même nature comprises sous les § 3 et 4 (Matériel du génie, 1832).		
Commune de Wilryck. — Indemnités pour dégâts, etc., à l'oc- casion du siège de la citadelle fr.	5,688	16
Même observation qu'au § précédent, de plus le dossier est très-incomplet.		
Commune de Hal. — Indemnité pour dégâts causés à l'occasion du siège de la citadelle d'Anvers fr.	59	<b>)</b> )
Cette créance est appuyée d'un procès-verbal régulier, qui jus- tifie les pertes réclamées; elle peut être liquidée.		
Commune de Calmpthout. — Fourniture de paille aux corps- de-garde de l'armée française fr.	336	15
Cette prétention, rejetée par l'administration française, ne se trouvant appuyée que d'une demande de fournitures sans indication de quantité, ne peut être accueillie.		

La commission en propose l'ajournement.

# 1837.

# MATÉRIEL DU GÉNIE.

cekman, à Diest. — Travaux imprévus aux fortifications de Diest	11,233	30
ovyn-Rembry , à Menin. — Travaux imprévus aux fortifica- tions de Diest fr.	25,419	54
Pendant l'exécution des travaux à la place de Diest, quelques angements dans la direction des tracés furent reconnus néces- ires. Il en résulta un surcroît de dépenses non comprises dans se contrats d'adjudication. Les entrepreneurs réclamèrent; le épartement de la Guerre, convaincu de la justice de la réclama- on, fit expertiser les dépenses extraordinaires; elles s'élèvent au sommes pétitionnées plus haut, et suffisamment justifiées.		
1838.		
HATÉRIEL DU GÉNIE.		
Willems, à Beverloo. — Plantations au camp fr.	910	))
Le sieur Willems avait entrepris, en 1838, de fournir et de anter au camp de Beverloo 2,800 marronniers d'Inde et tilleuls. orès avoir exécuté son contrat, il reçut les deux premiers termes e payement sur les fonds du Budget de 1838; mais cet exercice ant clos, on n'a pu imputer le dernier terme de payement sur se mêmes fonds. L'entrepreneur ayant complétement exécuté s clauses de son contrat, il y a lieu d'admettre cette prétention.		
Freiman, fils, à Ostende. — Travaux pour l'habitation du garde d'artillerie à Ostende fr.	135	25
Le sieur Freiman s'est adressé au Département de la Guerre our obtenir le payement de travaux extraordinaires qu'il a exé- tés à Ostende. Une commission d'officiers du génie a constaté ne les demandes étaient exagérées, et que le sieur Freiman avait droit qu'à la somme pétitionnée. Cette somme peut être admise.		
GRÉANCES DIVERSES.		
pital de cette commune	5 <b>2</b>	90
A l'appui de cette prétention, la commune a produit l'invitation commandant d'un détachement de la 10° batterie d'artillerie, admettre à I hôpital de la commune un homme malade faisant		

partie de ce détachement, et l'état de l'administration des hospices qui certifie les frais occasionnés par cette admission.

Cette créance est suffisamment justifiée.

Cette réclamation concerne des honoraires dus par suite d'un arrangement fait au nom du Département de la Guerre, et qui a mis fin à un procès pour la location d'un navire, faite par le commandant supérieur d'Anvers en 1831 et 1832.

Elle doit être admise.

D'après les considérations qui viennent de vous être soumises, la commission des finances a l'honneur de vous proposer de donner votre assentiment au projet de loi dont la teneur suit.

Le Rapporteur,

Le Président ,

MAST DE VRIES.

F, DU BUS, AÎNÉ.

# PROJET DE LOI.



Roi des Voelges,

A tous présents et à venir, Salut.

Nous avons, de commun accord avec les Chambres, décrété et Nous ordonnons ce qui suit :

#### ARTICLE PREMIER.

Il est ouvert au Département de la Guerre un crédit de deux cent neuf mille trois cent quarante-cinq francs trente-six centimes (fr. 209,345 56 c³), applicable au payement des dépenses des années 1830 à 1838, qui restent à liquider, et qui sont détaillées dans le tableau annexé à la présente loi.

Cette allocation formera le chapitre X du Budget de la Guerre pour l'exercice 1842.

#### ART. 2.

La présente loi sera obligatoire le lendemain de sa promulgation.

Mandons et ordonnons, etc.

ÉTAT des créances arriérées restant à liquider sur les exercices de 1830 à 1838.

N. DL BOSSITH.	DÉTAIL DES CRÉANCES.	MONTANT	TOTAL, pat  LXERGI(F	Observations
	EXERCICE 1850			
	MATERIEL DU GÉNIE.			
1	AP. Dronkers, à Middelbourg — Travaux de démolition et de reconstruction des murs de revêtement, etc., à Ypres	56,444 15		
2	Tys-Swets. à Hardingsveld (Pays Bas) — Travaux de construction d'une écluse, etc., à Audenaerde.	89,581 57		
3	H. Senave, à Nicuport. — Frais de bureau du commandant du genie à Nicuport, pendant le 3 <sup>mi</sup> trimestic de 1830	51 25		
	WATERIED DE L'ARTILLERIE.		145,856 97	
1	GJ. De Braey, à Anvers — Fournitures d'objets divers a l'arsenal de construction.	552 21		
	CREANGES DIVERSES.		532 21	
1	Commune de Susteren. — l'ogement et nour- riture fournis à un détachement de corps-francs .	207 20		*
Î	EXERCICE 1851.		207 20	
	CRLANCES DIVERSES.			
1	Commune de Gheel (Anvers). — Dégâts commis a des locaux ayant servi de coips-de-garde	1,000 »		
	EXERCICE 1852.		1,00 <b>0</b> »	
	CRLANCES DIVERSES			
1	Reuter, ex-volontaire — Renouvellement d'un man- dat périmé	<b>126</b> 98		
2	Fournitures de vivres et fourrages aux trou- pes belges par l'administration de l'armée fran- çaise	40.407 00		
3	Fourniture de bois, planches, etc., aux troupes françaises, par 27 communes de la Flandre orien-	10,107 09		
	tale	7,527 65		
4	Communes de Sempst et d'Eppeghem — Four- nitures de corps-de-garde aux troupes françaises.	76 .59		
5	Commune de Berchem. — Fourniture de seu, lumiere, papier, bougies, etc., pour le service des ducs d'Orléans et de Nemours et de M. le matéchal comte Géraid, lors du siége de la citadelle d'Anvers			
6	Ville de Hal. — Indemnite pour dégâts causés à l'occasion du siège de la citadelle d'Anvers .	5,966 05 59 »	23,863 36	
	A REPORTER	fr.	171,459 74	

détail des créances.	MONTANT	TOTAL pa exercice.	Observations.
Report		171,459 74	
EXERCICE 1857.			
WATÉRIEL DU GENIE			
Beekman, à Diest. — Travaux imprévus aux ou- vrages de fortification de Diest.	11,233 30		
Bovyn-Rembry, à Menin. — Travaux imprévus relatifs à l'entreprise du 2º lot des ouvrages de for- tification de Diest	25,419 54	<b>3</b> 6,652 84	
EXERCICE 2838.			
MATÉRIEL DU GÉNIE			
J. Willems, à Beverloo. — 3 <sup>me</sup> terme de payement de l'entreprise des plantations de marronmers et de tilleuls au camp de Beverloo, suivant contrat du 9 novembre 1858.	910 »		
J. Freimau fils, à Ostende. — Travaux supplémentaires pour la transformation de l'ancien abris des pompes à incendie en habitation pour le garde d'artillerie à Ostende	155 28		
CRÉANCES DIVERSES		1,065 28	
Commune de Gheel. — Réclamation pour traite- ment de militaires malades à l'hôpital de cette com- mune	52 <b>5</b> 0		
Blockx, avocat à Anvers. — Réclamation pour vaca- tions et honoraires	115 »		
		167 50	
Total fr.		209,545 36	
	REPORT.  EXERCICE 1837.  **ATÉRIEL DU GENIE  Beekman, à Diest. — Travaux imprévus aux ouvrages de fortification de Diest.  Bovyn-Rembry, à Menin. — Travaux imprévus relatifs à l'entreprise du 2º lot des ouvrages de fortification de Diest.  EXERCICE 1838.  **ATÉRIEL DU GÉNIE  J. Willems, à Beverloo. — 3me terme de payement de l'entreprise des plantations de marronniers et de tilleuls au camp de Beverloo, suivant contrat du 9 novembre 1858.  J. Freimau fils, à Ostende. — Travaux supplémentaires pour la transformation de l'ancien abris des pompes à incendie en habitation pour le garde d'artillerie à Ostende  CRÉANCES DIVERSES  Commune de Gheel. — Réclamation pour traitement de militaires malades à l'hôpital de cette commune.  Blockx, avocat à Anvers. — Réclamation pour vacations et honoraires .	REPORT.  REFORT.  EXERCICE 1857.  WATÉRIEL DU GENIE  Beckman, à Diest. — Travaux imprévus aux ouvrages de fortification de Diest.  Bovyn-Rembry, à Menin. — Travaux imprévus relatifs à l'entreprise du 2º lot des ouvrages de fortification de Diest.  EXERCICE 1858.  MATÉRIEL DU GÉNIL  J. Willems, à Beverloo. — 500 terme de payement de l'entreprise des plantations de marronmers et de tilleuls au camp de Beverloo, suivant contrat du 9 novembre 1858.  J. Freimau fils, à Ostende. — Travaux supplémentaires pour la transformation de l'ancien abris des pompes à incendie en habitation pour le garde d'artillerie à Ostende.  CRÉANCES DIVERSES  Commune de Gheel. — Réclamation pour traitement de militaires malades à l'hôpital de cette commune.  52 50  Blockx, avocat à Anvers. — Réclamation pour vacations et honoraires	DÉTAIL DES CRÉANCES.  REPORT

# RÉCAPITULATION.

DÉTAIL DES CRÉANCES.	MONTANT  PARTIEL.	TOTAL  par  EXERCICE.	Observations.
Matériel du génie	1,000 » 25,803 36 36,652 84	1,000 ° 25,865 56 56,052 84 1,232 78	
Total. , ,	fe.	209,345 36	